

**ACTU** **Politique****CETA ET TRAITÉ AVEC LE MERCOSUR****LE PROTECTIONNISME  
POUR TOUS ?**

La critique des traités internationaux de libre-échange n'est plus l'exclusivité des eurosceptiques. Les Républicains et le Parti socialiste s'y essaient. **PAR ÉTIENNE GIRARD**

**D**e la politique-fiction à la réalité, il n'y a parfois que quelques années. En 2016, les députés socialistes votant à l'unisson contre un traité porté par François Hollande, les observateurs autorisés auraient éclaté de rire. C'est pourtant précisément ce qui devrait se passer le 17 juillet prochain, à l'occasion de la ratification de l'accord économique et commercial global entre la France et le Canada (Ceta, en anglais) par l'Assemblée nationale. « *Le vote contre a fait l'unanimité en réunion de groupe* », confie ainsi Valérie Rabault, la patronne des députés socialistes. L'élue estime

en particulier que « *le Ceta représente une menace directe pour notre agriculture* », en raison de l'augmentation des importations canadiennes qu'il prévoit, et que les tribunaux d'arbitrage qu'il institue « *portent atteinte à la souveraineté des Etats européens* ». Des arguments protectionnistes, qui ne faisaient plus partie du vade-mecum social-démocrate depuis longtemps.

En réalité, certains élus socialistes ont amorcé depuis quelques années une inflexion idéologique sur le libre-échange. En février 2017, peut-être libérés par la victoire de Benoît Hamon à la primaire socialiste, plusieurs députés, parmi lesquels Valérie Rabault, ont parti-

cipé au recours de 130 députés de gauche devant le Conseil constitutionnel contre la ratification du Ceta. Ces derniers jours, le PS a également brocardé la signature par la Commission européenne d'un accord avec le Mercosur, l'alliance commerciale du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Paraguay.

**Un manque de traçabilité**

Une position analogue à celle de... 37 parlementaires Les Républicains, signataires d'une tribune antitraité Mercosur dans *le Parisien* du 7 juillet. « *C'est une victoire de l'industrie automobile allemande. Un lobby extrêmement puissant. De 15 à 20 % de l'économie de chaque Land est dépendante du secteur automobile* », grince l'eurodéputé Arnaud Danjean, qui a paraphé le texte.

La mue des Républicains est également spectaculaire. Le 9 juillet, le groupe de députés présidé



par Christian Jacob a avancé vers un probable vote contre la ratification du Ceta, en raison d'un « problème de traçabilité sur la filière agricole et bovine ». Les deux finalistes de la primaire de la droite, François Fillon et Alain Juppé, étaient pourtant pour. A croire que la mondialisation n'a plus autant la cote chez les libéraux. Le député Julien Aubert, candidat à la présidence de LR et tenant de longue date d'une sensibilité souverainiste, savoure : « Enfin nous commençons à faire la différence entre le libéralisme, le libre-échange, la libre concurrence et les privatisations. A voir que nous allons être concurrencés par des pays qui n'ont pas les mêmes normes sociales et phytosanitaires. Les Républicains sont en train de redevenir gaullistes. »

Plusieurs députés LR continuent tout de même de soutenir le texte, comme Constance Le Grip, qui avait voté pour en 2016, quand elle siégeait au Parlement européen : « Je suis cohérente, je continue donc à être dans les mêmes dispositions d'esprit qu'il y a deux ans et demi. Je ne considère pas qu'il y a des problèmes insurmontables et existentiels dans ce texte parce que les normes canadiennes sont très proches des normes européennes. » L'élue des Hauts-de-Seine conteste en revanche la

signature du traité avec le Mercosur, « avec des pays qui n'ont pas du tout les mêmes standards », notamment en matière de contrôles sanitaires.

Même au sein de la majorité, ce dernier accord inquiète. Le député marcheur Jean-Baptiste Moreau, agriculteur de profession, assure « être à la bataille » pour convaincre le gouvernement de ne pas le signer : « Au Brésil, il n'y a pas de police sanitaire harmonisée, donc pas de traçabilité des produits. Tout accord concernant les produits agricoles sera donc mauvais. » Une position « pas protectionniste », précise l'élue, qui s'appuie tout de même sur l'idée qu'il convient d'éviter la concurrence faussée de pays qui sont soumis à des règles moins contraignantes. Pour les mêmes raisons, les députés MoDem Richard Ramos et Erwan Balanant se positionnent contre l'accord avec le Mercosur et annoncent d'ores et déjà qu'ils voteront contre le Ceta, même si leur parti est l'allié de LREM.

Signe que le gouvernement veut en finir rapidement avec ce débat, aucun vote solennel n'est pour l'instant prévu sur le Ceta. Le texte sera voté le 17 juillet, probablement très tard, et tant pis si le nombre de participants au scrutin risque d'être faible. ■

**“AU BRÉSIL, IL N'Y A PAS DE POLICE SANITAIRE HARMONISÉE. TOUT ACCORD CONCERNANT LES PRODUITS AGRICOLES SERA DONC MAUVAIS.”**

**JEAN-BAPTISTE MOREAU,  
DÉPUTÉ LREM ET AGRICULTEUR**